

# GRANDE BRETAGNE

## Deux mouvements de lutte contre les licenciements

### Les contradictions de la lutte de classe

*L'article qui suit est extrait de SOLIDARITY (vol. 6 n° 11, 15-10-71). Il analyse deux luttes qui se déroulent en GRANDE BRETAGNE dans le centre de l'ECOSSE près de la grande ville de GLASGOW, l'une dans les chantiers navals des bords de la CLYDE (UPPER CLYDE SHIPBUILDERS, désigné dans le texte sous le sigle U.C.S.), l'autre dans une usine PLESSEY à ALEXANDRIA qui fabrique des armes pour la marine.*

*On a quelque peu parlé en FRANCE de la grève des chantiers navals de la CLYDE. Fin juillet 1971, la société a été mise en faillite et un liquidateur a été désigné pour achever les travaux en cours et ensuite fermer ces chantiers. Cette opération se place dans le cadre d'une réorganisation totale par l'Etat de la construction navale anglaise analogue à celle que la France a connu il y a quelques années.*

*La lutte contre la fermeture et les licenciements progressifs a pris, à l'instigation des shop-stewards (délégués d'ateliers dont les plus éminents sont membres du P.C.) un caractère très particulier : la grève consiste à travailler (sous l'autorité des shop-stewards des chantiers et des cadres restés tous en place) et à payer à ceux qui, licenciés par le liquidateur, continuent à travailler, un salaire uniforme moyen prélevé sur un fonds de grève alimenté par la solidarité de tous les travailleurs. Cette situation dure depuis quatre mois ; pour caractériser cette forme de lutte, on a conservé dans le texte le terme « work-in » (intraduisible : littéralement « travail en dedans »). Le texte souligne justement toutes les ambiguïtés d'une telle forme de lutte, et tous les magouillages politiques qui l'accompagnent. Mais en dépit de cela il n'en reste pas moins que cette « gestion » par un appareil de délégués (bureaucratique mais suivie par les ouvriers à la place de l'appareil capitaliste « normal » et à l'encontre de ses décisions), met gouvernement et patronat dans un grand embarras. Même s'ils y trouvent leur compte et peuvent penser que cela les aidera à manipuler dans cette situation délicate du licenciement de 6.000 ouvriers. Les shop-stewards, les bureaucrates du P.C., ceux du syndicat (des Trade Unions) ou du parti social-démocrate (Labour-Party), se trouvent finalement obligés de prendre cette position (qui dépouille les capitalistes d'un de leurs droits essentiels) à cause du rapport de force existant en ANGLETERRE et dans les chantiers. C'est le minimum de ce qu'ils peuvent faire et bien à contre cœur. Mais toute ambiguë et limitée que soit cette situation, elle contient pourtant assez d'incertitudes, d'ouverture vers « on ne sait quoi », mais bien suffisant pour inquiéter les dirigeants de tous bords et intéresser tous les travailleurs.*

*A l'usine d'armement de PLESSEY (on y fabrique des torpilles), les choses sont identiques (on ferme et on vide 1.300 ouvriers) ; mais elles sont plus claires : pour empêcher le patron de profiter des machines modernes qu'il a achetées avec l'usine (seul intérêt pour lui de l'opération) les ouvriers occupent jour et nuit ; c'est parti spontanément, et les dirigeants syndicaux regardent ça plutôt d'un sale œil. On peut donc opposer et comparer, comme dans l'article de SOLIDARITY, la lutte autonome de PLESSEY et la lutte bureaucratique des chantiers navals. Mais on ne peut manquer de relever qu'à PLESSEY les ouvriers se battent pour...*

*continuer à fabriquer des torpilles, des engins de morts. La lecture du texte a relancé le débat - pas nouveau - sur la « conscience de classe » et les contradictions de la lutte de classe.*

*Nous n'avons pas l'intention de reprendre ce débat dans cette introduction, mais nous souhaiterions que la lecture de l'article amène une discussion sur tous les problèmes - et ils sont importants - qui s'y trouvent soulevés et que nous avons seulement évoqués dans cette introduction.*

*Ajoutons, pour permettre de situer le niveau des luttes en GRANDE BRETAGNE, qu'il y a en ECOSSE de 7 à 15 % de chômeurs et qu'au moment où 10.000 ouvriers se battaient sur les bords de la Clyde pour ne pas être licenciés, 2.800 ouvriers des chantiers de la Tyne (plus au sud près de NEWCASTLE) faisaient grève 3 semaines pour les salaires (ce qui entraînait la mise à pied de 7.000 autres ouvriers) et ceci bien que ces chantiers soient aussi touchés par la « crise » de la construction navale.*

*On ne peut manquer de comparer la combativité et les méthodes de lutte des ouvriers anglais avec ce que nous voyons se dérouler ici même devant la vague de licenciements.*

*Il n'est pas sans intérêts de rappeler que le mouvement shop-steward prit naissance dans les arsenaux de la Clyde en Ecosse, à l'occasion d'une grève sauvage en février 1915 (voir note 14, p. 181, dans Pannekoek et les Conseils Ouvriers - Bricianer - Ed. E.D.I.). Cela permet de souligner comment se déroule réellement la lutte de classe.*

## U.C.S. et PLESSEY

Les luttes en cours dans la partie Ouest du centre de l'ECOSSE, aux chantiers navals U.C.S., sur les bords de la Clyde, et à l'usine PLESSEY, à ALEXANDRIA dans le comté de DUMBARTON, ne sont pas de simples luttes pour empêcher des licenciements, mais pour la survie de communautés tout entières. Dans cet article, nous voulons examiner ces deux situations pour voir comment deux groupes d'ouvriers ont choisi de combattre et comment les méthodes choisies sont de toute évidence différentes, de comprendre pourquoi elles sont différentes et pourquoi ces différences sont significatives.

Nous sentions que ce qu'en disait la presse capitaliste (et même celle de gauche) n'était pas toute l'histoire, particulièrement dans le cas de l'U.C.S., et pour savoir ce qui se passait, nous sommes allés en ECOSSE. Il était important de rencontrer et de discuter avec des ouvriers qui prenaient part aux luttes et n'avaient pas d'autres intérêts dans la situation que leur état de travailleurs ; de sorte que nous avons pris soin de ne contacter que des ouvriers qui n'étaient ni shop-stewards, ni membres de partis politiques essayant de tirer profit de la situation. En conséquence, une bonne part de cet article n'est que la répétition de ce qui nous a été dit par des ouvriers qui savaient de quoi ils parlaient.

## U.C.S. : la situation réelle

La presse a été remplie de titres et de commentaires au sujet de cette « expérience » de la démocratie ouvrière et l'arrière plan général du « work-in » a été exposé en long et en large, et nous ne nous proposons pas de discuter sur ce même terrain.

Un point auquel la presse n'a guère consacré ses colonnes concerne « la lettre de RIDLEY ». C'était un mémoire écrit en décembre 1969 par Nicolas RIDLEY (maintenant sous-secrétaire d'Etat

au ministère du Commerce et de l'Industrie) alors que les conservateurs étaient dans l'opposition. Dans cette lettre, il recommandait aux conservateurs, s'ils arrivaient au pouvoir, de « dépecer » (c'est son propre mot) les chantiers U.C.S. quelle que soit leur position financière à ce moment. Une des méthodes qu'il donnait explicitement était qu'il fallait réduire à tout prix le montant des salaires dans la construction navale, en imposant comme normes les taux les plus bas pratiqués dans les chantiers de LOWER CLYDE. En

clair, c'était une déclaration de guerre des classes sans équivoque. Ses intentions doivent rester présentes à l'esprit quand on examine les différentes « solutions » proposées de toutes parts.

Beaucoup de choses n'ont pas été rapportées qui pourraient montrer qu'il y a beaucoup d'interférences politiques plus ou moins insidieuses, et une utilisation habile des réactions ouvrières à des fins qui ne sont pas du tout conformes aux intérêts des ouvriers et qui, à long terme, peuvent seulement amener parmi eux, des divisions. Si nous considérons les impressions que nous avons retirées de tout ce qui s'est exprimé au sujet de la situation à U.C.S., tout ce que nous avons vu fut une fantastique démonstration de solidarité derrière le comité des shop-stewards, pour soutenir le « work-in ». Pourtant, comme nous le vîmes, il y avait encore dans les chantiers le même système dirigeant exerçant les mêmes fonctions dirigeantes sur la même force de travail

(officiellement réduite par les licenciements) tous étant également intéressés à terminer les bateaux en construction. Les navires ainsi construits amèneraient seulement un peu plus d'argent dans la poche du liquidateur avant que les chantiers ne ferment. Et tout cela apparemment avec l'approbation des ouvriers.

N'y avait-il pas réellement de désaccord significatif parmi les travailleurs de base ? Voyaient-ils réellement en ceci, parmi toutes les options qui s'offraient à eux, la meilleure manière de lutter ? La réponse brutale est NON. Mais parce que les ouvriers sont continuellement exhortés à l'UNITE derrière les shop-stewards, ils sont inhibés pour entreprendre des discussions intéressantes, ou bien entre eux, ou bien avec des gens venus de l'extérieur. Il a été difficile jusqu'à maintenant, bien que le mécontentement des ouvriers ait atteint des proportions massives, de se faire une idée exacte de ce qui s'est passé.

### Derrière la scène :

La seconde fournée de licenciements se termine le vendredi 3 septembre, et approche un total de 800. Quelques uns de ces ouvriers nous ont dit qu'il y eut en fait un mécontentement massif à la base, que l'opposition aux leaders s'accroît... A un meeting, avant le 3 septembre, le comité des shop-stewards fut battu lors d'un vote qui comprenait un grand nombre d'abstentions. Le vote intervint sur une de ces petites maladresses administratives qui se produisent toujours à la base, mais qui, par leur arbitraire, provoquent la colère des ouvriers. Un des ouvriers licenciés avait demandé, pour son propre compte, s'il pouvait chercher un autre travail, simplement parce qu'il ne lui était pas possible matériellement de continuer le « work-in » avec les paiements qui lui seraient faits par le fonds de grève. Il devait passer toute sa journée au travail pour toucher seulement une fraction de ce que touchaient ceux qui n'étaient pas licenciés. Le comité des shop-stewards voulait lui retenir deux heures de paie pour ses absences prises pour chercher du travail, ceci sur les trois demi-journées pendant lesquelles il avait travaillé depuis qu'il avait été licencié officiellement. C'était un exemple de la mesquinerie bureaucratique contre laquelle les ouvriers se dressaient.

Au même meeting, ceux de la tribune appelaient à une meilleure discipline de travail car les cadres se plaignaient de ce que les ouvriers licenciés ne fournissaient pas la quantité de travail requise (un cas qui ne descendit pas jusqu'à la base dans

un meeting de masse concernait un ouvrier licencié par le liquidateur, qui avait cherché un autre travail et qui fut « révoqué » par le comité des shop-stewards pour absentéisme. En fait cette décision fut annulée plus tard).

Il était clair que beaucoup d'ouvriers n'étaient pas d'accord avec la politique de payer ceux qui avaient été licenciés à l'aide du fonds de grève pour aider à la finition des navires pour le compte du liquidateur ; ils comprenaient que de demander à des ouvriers de travailler pour un salaire réduit séparerait les ouvriers licenciés des autres et serait une source constante de difficultés. Pourtant il était pratiquement impossible aux ouvriers d'exprimer leur désaccord. Les meetings étaient moins fréquents, parfois moins d'un par semaine ; et en conséquence, la plus grande partie du temps, était pris par les shop-stewards pour faire leurs rapports ; dans le temps très court qui restait, il était impossible à quiconque de se faire entendre au-delà de quelques personnes qui se trouvaient autour de lui et ceci surtout si c'était contre ce que prônaient les shop-stewards. Si ceux de la tribune reconnaissaient dans celui qui voulait parler un de leurs opposants, il était immédiatement dénoncé comme un élément perturbateur, essayant de briser « l'unité des ouvriers ».

Lors d'un meeting de masse, quelqu'un dans l'assemblée essaya de poser une question. Un des Stewards de la tribune brandit un exemplaire de

« I.S. CLYDEBANK BULLETIN » (1) en criant : « ce sont des briseurs de grève » et ainsi y amalgamant l'orateur de l'assemblée. Est-ce seulement une coïncidence si les licenciements parvinrent à inclure des ouvriers qui avaient émis des critiques contre les shop-stewards ? On aurait pu supposer que les licenciements n'interviendraient progressivement que pour les ouvriers des secteurs où la production était déjà terminée, mais cela ne paraît pas toujours avoir été le cas.

Pourquoi les dirigeants se comportaient-ils ainsi ? Probablement parce que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la majorité des ouvriers (ils le sont évidemment très rarement). Les ouvriers savent qu'à la fin, si la politique gouvernementale de chômage de masse réussit, peut-être 2 à 3.000 emplois seront supprimés. Quelques-uns parmi eux pensent que s'ils suivent la politique des shop-stewards qui consiste à continuer de travailler avec les cadres, ils auront une meilleure chance ne pas être plus tard parmi ceux qui seront licenciés. Et ainsi, ces appels à l'unité répandent en fait, le germe d'une division future parmi les ouvriers en jouant sur leur crainte présente, bien compréhensible.

Pourtant, les motifs de tout cela sont beaucoup plus profonds. AIRLIE et REID, les deux plus puissants membres du comité des shop-stewards sont bien connus pour être membres du Parti Communiste, bien que malgré cette appartenance, ils furent à la tête de l'agitation au début du work-in. D'après une source de confiance, nous avons su que les dirigeants du P.C. firent rapidement savoir à AIRLIE qu'il devait se modérer car il ne devait pas croire qu'il allait faire la révolution. Il devint bientôt apparent alors, qu'AIRLIE, REID et Compagnie, se mêlaient à toutes sortes de négociations et n'étaient pas, de toute évidence, à la tête d'une révolution. En fait, il devenait clair que le P.C., comme tous les autres partis, accepterait les suggestions pour résoudre les problèmes de l'U.C.S. si le nombre des licenciements (à l'origine de 6.000) pouvaient être réduits, de sorte qu'il puisse proclamer une « victoire partielle ». Au cours des événements on a su que le P.C. voyait dans REID (2) la tête future du district du P.C. pour l'ECOSSE (un poste qu'il a déjà occupé) et un futur député du

P.C. pour la région. Pour AIRLIE, il pourrait bien devenir un sérieux concurrent de Hugues SCANLON, à la tête de l'A.E.U. (3). Si ces buts pouvaient être atteints, cela serait un moyen de refaire flotter ici le drapeau du Parti Communiste, déclinant en GRANDE BRETAGNE.

Ces buts seraient liés de près au changement actuel dans la politique du P.C. et en relation avec le futur développement du journal MORNING STAR ; ceci demanderait un élargissement de la base de soutien du journal qui serait le porte parole de la gauche travailliste dans la politique de la « voie parlementaire vers le socialisme ».

**New university rector**  
Mr James Reid, leader of Upper Clyde shop stewards and a Communist member of Clydebank town council, was elected Rector of Glasgow University yesterday.

TIMES • 26-10-71.

#### TRADUCTION

Un nouveau recteur à l'Université M. James Reid, chef des shop-stewards de Upper Clyde et membre communiste du conseil du district de la Clyde, a été élu Recteur de l'Université de Glasgow (Times 26-10-71).

*NOTE : Un recteur, dans une université anglaise, n'a pas le même rôle que dans une université française. C'est un poste plutôt honorifique. Mais ça situe bien le personnage.*

- (1) I.S. - International Socialist - courant trotskyste anglais se rapprochant de ce qu'est en France Lutte Ouvrière, mais en plus ouvert.
- (2) Reid est déjà conseiller municipal du P.C. et le plus grand espoir du P.C. dans la perspective d'élections au Parlement.
- (3) Un des plus puissants syndicats des Trade Unions.

#### Plessey :

La lutte à ALEXANDRIA n'a pas eu la publicité réservée à celle de l'U.C.S. ; aussi en parlerons-nous plus en détail. Nous y ajouterons ce que des ouvriers nous ont dit pour décrire la situation.

L'usine d'ALEXANDRIA, autrefois ARGYLE MO-

TOR FACTORY, puis NAVY TORPEDO FACTORY était utilisée pour produire des torpilles M.K. 24, le principal armement des chasseurs de sous-marins. En décembre 1969, en dépit d'assurances renouvelées un an plus tôt, que l'usine avait du travail jusqu'en 1972, le gouvernement décida que

le M.K. 24 était trop compliqué à produire, de sorte que la firme G.E.C. devait se voir confier une nouvelle conception de torpille. L'usine d'ALEXANDRIA employant 1.300 ouvriers devait fermer. En mars 1970, il fut annoncé que la firme PLESSEY devait reprendre l'usine, laquelle deviendrait un des principaux centres de ce groupe de l'électronique ; 500 ouvriers devaient y être employés à la fin de cette année, et quelques cadres devaient être transférés à DALKEITH. Au même moment, l'I.R.C. donna près de 3 millions de livres (1) à PLESSEY pour investir dans des machines outils à contrôle numérique. Il est très significatif que l'essentiel des machines de l'usine d'ALEXANDRIA soit de ce type. A la fin de juillet, il fut annoncé que la torpille M.K. 24 était la meilleure du monde. Tout paraissait s'améliorer et le travail était donc garanti. PLESSEY faisait une affaire aussi bien avec l'argent de l'I.R.C. qu'avec l'usine (un terrain de 23 acres (10 hectares environ) avec 400.000 pieds carrés d'usine (environ 36.000 m<sup>2</sup>) et pour plus d'un milliard de francs anciens de machines pour le prix de base de 640.000 livres (environ 1 milliard de francs anciens). En plus, comme le groupe PLESSEY prenait le contrôle de l'usine, il était annoncé que PLESSEY avait obtenu le contrat pour fabriquer la torpille M.K. 24.

Derrière tout cela pourtant, les choses n'étaient pas toutefois ce qu'elles paraissaient être. Les cadres de l'usine avaient des difficultés pour obtenir de nouveaux équipements, même pour remplacer des machines à écrire. Quelque temps plus tard, les machines commençaient à être transférées dans les autres usines de PLESSEY principalement au Sud de l'ANGLETERRE. Bientôt les ouvriers s'inquiétèrent à juste titre, car vers le milieu de mai 1971, PLESSEY annonça que l'atelier des machines serait fermé et 440 ouvriers licenciés. La section contrôle numérique devait être ouverte embauchant 250 ouvriers. Au début de juin, il fut annoncé que toute l'usine devait être fermée et le vendredi 3 septembre la direction licencia ce qui restait d'ouvriers. PLESSEY déclara qu'il avait décidé de fabriquer les torpilles à ILFORD (3), et à cause du manque de travail, qu'il devait fermer l'usine d'ALEXANDRIA. Les shop-stewards déclarèrent qu'ils avaient la preuve irréfutable que PLESSEY avait assez de contrats pour garantir le travail à l'usine pour une période indéfinie.

Les ouvriers d'ALEXANDRIA savaient que PLESSEY n'avait jamais eu l'intention de conserver l'usine bien longtemps, qu'il ne l'avait achetée que pour le profit qu'il retirerait du marché.

## Occupation

Bien avant qu'ils ne soient licenciés, les ouvriers de PLESSEY s'étaient déjà remués : ils avaient envoyé des protestations à la direction et au ministère de la Défense. Ils s'étaient mis aussi en relation avec les ouvriers des autres usines de PLESSEY ; les shop-stewards de POOLE (2) et d'ILFORD avaient accepté de lancer le boycott des machines venues d'ALEXANDRIA. Dès qu'ils se surent licenciés, les ouvriers tinrent un meeting et décidèrent de ne pas quitter l'usine. Ils allèrent à la porte principale et firent à la direction qui s'en allait une conduite de circonstance ; ils s'enfermèrent dans l'usine et en gardèrent le contrôle.

Ils trouvèrent le soutien immédiat de tous les habitants de la ville et des autres ouvriers. Ce soutien allait de la nourriture, à l'argent, et au soutien moral. Des équipes de piquets furent or-

ganisées avec des rotations pour pouvoir dormir et manger. Le matin du dimanche suivant, un meeting de masse décida de continuer l'occupation et de contrôler le mouvement des hommes et des machines dans l'usine. Le principal objectif était de s'assurer que les machines nécessaires à la fabrication des torpilles à ILFORD ne quitteraient pas ALEXANDRIA.

Quand on demanda au secrétaire de district de l'A.E.F. (autre syndicat des Trade Unions), Mc KEE, quelle était la position du syndicat vis-à-vis de la grève, il déclara que le syndicat était derrière les ouvriers mais que rien ne pouvait être fait pendant le week-end pour confirmer officiellement ce soutien de la grève, car les bureaux du syndicat n'ouvraient que le lundi matin (il est bien étonnant que les dirigeants syndicaux aient attendu de mettre les pieds sous leur bureau le lundi pour décider de leurs positions)...

(1) L'I.R.C. est un organisme d'Etat chargé de distribuer des crédits d'investissement aux entreprises ; la somme allouée avoisine 4 milliards d'anciens francs.

(2) Petit port de la Manche au Sud de l'Angleterre.

(3) Banlieue du Nord-Est de Londres à 100 km de là

Le lundi matin, la grève marchait bien : presque tous les ouvriers de PLESSEY étaient dans l'usine. Dehors, près de 50 ouvriers des usines locales s'étaient relayés au piquet de grève, et chacun attendait pour congratuler la direction. Ce furent d'abord les quelques ouvriers employés par PLESSEY au démontage de l'usine qui durent faire demi-tour. On leur dit à la porte qu'ils pouvaient entrer et qu'on ne leur ferait rien pour autant qu'ils n'essaieraient pas de toucher aux machines, sinon ils seraient traités en ennemis. Ils s'en furent sous les quolibets des piquets. Quand les cadres arrivèrent là en voiture, on leur dit la même chose. Il y eut quelques incidents amusants. A un moment, une voiture avec 4 personnes s'arrêta à la porte. Le conducteur en descendit, s'engagea à ne pas toucher aux machines et retourna à sa voiture. Les portes restaient fermées. Il sortit de nouveau, retourna à la porte et dit : « eh bien ». La réponse fut : « vous avez accepté, mais les autres n'ont rien dit ». Et chacun des occupants de la voiture dut descendre et venir donner personnellement son accord ; ils entrèrent dans l'usine, sous les cris : « dis merci », de tous les ouvriers, les uns photographiant, les autres battant lentement des mains, les autres tambourinant sur le toit de la voiture. En tout, 12 à 15 cadres entrèrent. Plus tard vinrent les garçons préposés pour le thé, pour faire du thé

aux piquets : un bon signe de soutien. Chacun s'installa pour attendre, sachant qu'il se passerait du temps avant qu'il ne se produise quelque chose de sérieux.

Quelques jours plus tard, après un entretien avec la police, la direction informa les ouvriers qu'elle allait amener de l'extérieur des équipes d'entretien. Les ouvriers offrirent de faire cet entretien, mais ils furent éconduits. Il y eut aussi une entrevue entre la police et les ouvriers. Bien que ce ne soit pas prévu par la loi en ECOSSE, les ouvriers se virent affirmer que ce n'était pas légal d'interdire le libre accès de l'usine à ceux qui en avaient le droit, et que la police donnerait sa protection à la direction, aux cadres, et aux ouvriers de l'extérieur, si c'était nécessaire. De longues discussions eurent lieu entre les ouvriers pour décider comment faire face à ces menaces.

Plus récemment, il y eut une manifestation à ALEXANDRIA pour le soutien des ouvriers de PLESSEY, à laquelle participèrent 7.000 ouvriers. Parmi les manifestants, il y avait une délégation de l'usine d'ILFORD. La direction leur avait dit que les machines d'ALEXANDRIA étaient démodées, mais une petite visite à l'usine les convainquit que c'était un mensonge. Les ouvriers d'ILFORD dirent qu'ils allaient diffuser ce fait auprès des ouvriers et du comité shop-stewards d'ILFORD.

### Avoir du Bon sens :

Le lundi 6 septembre, nous (c'est-à-dire Solidarity) avons distribué ce tract aux ouvriers de PLESSEY et de l'U.C.S. :

- « avoir du bon sens
- « U.C.S.-PLESSEY : un pas vers quoi ?
- « PLESSEY : sit-in
- « U.C.S. : work-in
- « PLESSEY : prendre les machines aux patrons
- « U.C.S. : faire tourner les machines pour les patrons
- « PLESSEY : démocratie ouvrière
- « U.C.S. : bureaucratie des shop-stewards.
- « qui contrôle à PLESSEY : les ouvriers
- « qui contrôle à U.C.S. : « il ne faut pas faire de vagues »
- « un gouvernement travailliste ou la nationalisation sont-ils une solution ? demandez aux mineurs, aux cheminots, aux ouvriers de l'acier.
- « les dirigeants syndicaux peuvent-ils mener une grève active ? Demandez aux postiers, aux électriciens, à ceux de PILKINGTON, aux éboueurs. (1)
- « TOUS LES JOURS ET PAS A LA VOLONTE D'AIRLIE. Est-ce assez du meeting hebdomadaire ou bien devons-nous être consultés ?
- « les leaders sont-ils ceux capables d'avoir des idées et de décider de la politique et des tactiques ?
- « la base peut-elle mener une lutte sans les leaders ?
- « que peuvent faire les leaders sans la base ?

(1) Note d'I.C.O. : Voir le récit de ces différents mouvements dans les numéros d'I.C.O. des années 1970 et 1971.

« LA CLASSE DEVANT LES PROFITS

- « la coopération avec la direction nous apporte-t-elle un profit quelconque ?
- « la coopération avec les liquidateurs nous apporte-t-elle un profit quelconque ?
- « quel profit retirerons-nous de terminer les navires avec le fonds de grève ?
- « nous sommes dans cette situation à cause du profit.
- « est-ce les travailleurs qui doivent agir pour le sauver ? »

Reprenons les quatre comparaisons de ce tract :

1) Que les ouvriers restent unis sur leur lieu de travail est une chose très importante. Les ouvriers de PLESSEY voient que la meilleure forme d'action est d'occuper les lieux de travail et d'exercer un contrôle direct : une attaque évidente sur les droits de propriété des patrons. Ils sont ainsi réunis et peuvent discuter de leur situation, des méthodes qu'ils doivent continuer à utiliser et peuvent ainsi communiquer continuellement. Il n'y a pas dans ce cas de possibilité que des ouvriers ne soient pas au courant de ce que pensent et sentent leurs camarades.

Les ouvriers d'U.C.S. ne menacent pas pour le moment les droits de propriété de leurs patrons sur les chantiers où ils travaillent. Ils y viennent le matin et les quittent le soir ; les week-end, les chantiers sont déserts, les portes sont ouvertes et on peut s'y promener librement. Il n'est pas nécessaire d'y prévoir une présence des ouvriers, car ils n'ont aucun contrôle de leurs lieux de travail.

Cette différence se retrouve dans les rapports avec la police. A U.C.S., la police va et vient librement dans et hors des chantiers dans un landrover bien visible, et peut ouvertement se faire voir. Le work-in ne constitue pas une menace quelconque « à l'ordre et à la loi » (en d'autres termes, aux patrons, aux liquidateurs et au gouvernement). A PLESSEY, la police n'est pas visible, et elle bat froid. Elle a avisé direction et ouvriers, mais l'avis destiné aux ouvriers a pris figure d'avertissement qu'ils mettraient le paquet en cas d'affrontement direct.

2) Les ouvriers de PLESSEY tiennent les machines dont l'entreprise a besoin ; le seul équipement qui les intéressait en achetant l'usine. Les patrons ont besoin des machines, mais les ouvriers sont déterminés à ne leur en laisser l'utilisation que quand eux-mêmes auront décidé où et comment elles seront utilisées. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas que leur vie dépende de fabrication d'armes de guerre, mais la direction étant ce qu'elle est, les torpilles seront faites ailleurs et il n'y a pas de raison qu'elles ne soient pas faites à ALEXANDRIA, et qu'en même temps, cela leur donne du travail.

A U.C.S., les ouvriers continuent à construire des navires et à vivre des subsides tirés de la poche des autres ouvriers, ceci seulement pour amener plus d'argent dans la caisse du liquidateur. Cette forme d'action laisse les navires finis entre les mains des patrons. Leur propriété doit être encore reconnue comme telle et cela n'est même pas à l'avantage financier des ouvriers. Finalement, plus les navires s'achemineront vers leur achèvement, moins il restera d'ouvriers dont la présence sera nécessaire sur les chantiers, et moins il en restera donc pour faire pression sur le gouvernement si cela est nécessaire à ce moment.

3) Les ouvriers de PLESSEY font leur politique et prennent les décisions ensemble démocratiquement. Ces décisions sont prises avec tous ceux qui ont la même information et le même intérêt dans l'issue de la lutte. C'est un contraste frappant avec l'U.C.S. où, comme nous l'avons souligné, la véritable structure des meetings de masse est telle qu'elle inhibe toute formulation d'une opinion par les ouvriers qui sont simplement regardés comme des tampons en caoutchouc pour imprimer les décisions des shop-stewards. Les ouvriers U.C.S. comprennent de plus en plus quel rôle on leur fait jouer dans cette affaire, et en allant plus loin, ils peuvent faire pression sur leurs leaders pour prendre en main le contrôle de la lutte.

4) Pendant leur lutte à PLESSEY, les ouvriers ont modifié les méthodes habituelles des prises de décision, ce qui a transformé la manière dont leur vie de travail est organisée ; cela leur permet de faire face à la situation présente. A PLESSEY, il n'y a pas de différence entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui les exécutent. A U.C.S., les mêmes structures anciennes de la direction restent en place pour contrôler le travail quotidien dans le « work-in », avec en plus, un dirigeant shop-steward qui l'appuie et qui essaie de maintenir les ouvriers toujours plus loin de la sphère où sont prises les décisions. En conclusion, il n'y a aucun changement dans les relations d'autorité qui sont en place depuis si longtemps...

### Solidarité U.C.S.-Plessey :

Il est intéressant de regarder l'attitude des shop-stewards U.C.S. à l'égard de la lutte de PLESSEY. Quelques incidents sont particulièrement révélateurs.

Par exemple, à la manifestation massive de l'U.C.S. à GLASCOW, le mercredi 18 septembre, à laquelle prirent part 70.000 personnes, des ouvriers de PLESSEY, parmi d'autres, se joignirent au cortège. A un moment, ils s'assirent sur la chaussée et bloquèrent la rue. Immédiatement, les stewards de la marche firent la chaîne pour canaliser le reste des manifestants autour de ceux qui étaient assis et isolèrent ceux-ci en criant : « évitez ces fauteurs de troubles, c'est une marche disciplinée ». La police arriva et, voyant que les autres manifestants ne les soutenaient pas, fit déguerpir ceux qui étaient assis.

Quand la marche atteignit la place prévue pour le meeting, quelques ouvriers de PLESSEY essayèrent de planter leurs banderoles à côté de celles de l'U.C.S., bien en vue des caméras de TV pour donner quelque publicité à leur mouvement. Ce n'était pas à faire. AIRLIE se pencha et leur dit de partir. Comme ils insistaient, tout ce qu'ils obtinrent fut la menace d'appeler la police.

Le lundi 13 septembre, à un meeting à CHATHAM, ROSS, leader des shop-stewards des chaudronniers U.C.S. déclara qu'en dépit de leur situation meilleure, les ouvriers de PLESSEY n'avaient aucune chance de gagner (comme les ouvriers U.C.S.) car « ils n'avaient pas de direction ayant une perspective politique correcte »...

### Quelques conclusions :

Que pensons-nous des arguments économiques au sujet de la rentabilité possible des chantiers U.C.S. contenue dans le rapport RIDLEY d'il y a deux ans ? Les chantiers ont-ils été délibérément sabotés entre décembre 1969 et la mise en faillite en juillet 1971 ? Par exemple, on nous dit que les commandes de plusieurs navires ont été délibérément refusées au cours des 9 derniers mois. Sur le papier, il y a beaucoup de projets pour « résoudre » le problème U.C.S. et il est difficile de se faire une idée de ce qu'il en adviendra. Ce qui est clair, c'est que la base a été incapable d'imposer ses propres idées, qu'on lui a seulement demandé d'entériner les recommandations du comité des shop-stewards. Le gouvernement a monté une société pour continuer les chantiers de GOVAN LINTHOUSE. Les directeurs ont maintenant rencontré les représentants des syndicats et les shop-stewards, d'où se dégage une base pour la discussion d'une solution de compromis.

Avant la formation de cette société, les stewards disaient qu'il n'y aurait pas de négociations basées sur l'éclatement des quatre chantiers ou sur une solution qui n'incluerait pas l'emploi de la totalité de la force de travail. Puis REID et AIRLIE nuancèrent leur position en y introduisant un nouveau terme baptisé « proposition cumulative »... REID était d'accord que ceci pouvait être interprété comme une opération impliquant des solutions distinctes pour les différents chantiers. Dans les négociations, les stewards changeront vraisemblablement leurs positions « pas de licenciement » vers une attitude plus souple comportant inévitablement des licenciements, c'est-à-dire un peu

moins que les 6.000 envisagés au début. Une telle solution de compromis permettrait à AIRLIE et REID de proclamer une « victoire partielle » et le gouvernement atteindrait en même temps son principal objectif. Ce n'est que si les choses devenaient trop brûlantes pour REID et AIRLIE, sous la pression de la base, qu'on verrait alors intervenir les chefs des Trade Union dans les négociations.

N'y a-t-il pas d'autre alternative que cette négociation par dessus la tête de la base ? Les ouvriers du rang ne sont pas des idiots et beaucoup se rendent compte de ce qui se passe. Peuvent-ils lutter contre la répression des leaders tels que REID et AIRLIE, qui s'ajoute à celle des dirigeants des Trade Union, qui s'ajoute à celle de la presse, de la T.V., de la radio, et à celle du gouvernement - Les ouvriers pris séparément ont des problèmes individuels différents, c'est-à-dire les circonstances familiales, l'âge, des projets pour leur emploi futur, etc... problèmes qui influent sur leurs actes. Quoiqu'ils décideront de faire, les ouvriers d'U.C.S. devraient pouvoir le faire en pleine connaissance de toutes les informations souhaitables. Le gouvernement n'ira pas faire de concession s'il n'y est pas contraint. Les ouvriers doivent assurément utiliser des méthodes qui frappent plus durement ceux qui détruisent ainsi leur communauté de vie.

Considérant les avantages du « work-in » le liquidateur les résumait ainsi. Alors qu'on lui parlait de la décision de work-in », il déclara : « eh bien, si ce qu'ils font est de travailler de la bonne manière, je n'ai pas à m'y opposer ».

Naturellement, il ne s'y opposera pas. Il sait que dans cette société le droit au travail signifie le droit à être exploité et certainement, il ne s'y oppose pas. Un journaliste cynique a commenté : « Concentrer toute leur frustration (1) et leur angoisse dans une volonté de travailler effectivement détourne leur énergie d'autres activités plus dangereuses ».

La situation à PLESSEY est différente. Les ouvriers gardent encore tout en mains et ils peuvent le garder aussi longtemps qu'ils ne seront pas isolés. Ils ont besoin du soutien des ouvriers des autres usines PLESSEY et de celles de toute leur communauté de vie. Ils ont besoin du soutien de tous les ouvriers... La lutte doit être étendue aux autres usines PLESSEY pour amener au maximum la pression sur les patrons.

Il y a un risque que si cela ne conduit pas à une victoire, les luttes du genre de celles qui sont en cours à U.C.S. et à PLESSEY, seront discréditées en tant que tactiques de lutte. Cela ne doit pas arriver. Quelle que soit l'issue de ces luttes particulières, ces tactiques (occupation, grève du zèle) sont plus que jamais nécessaires. La loi sur les relations industrielles (2) rend les formes de grèves traditionnelles moins efficaces dans beaucoup de situations. Dans ces deux cas, les ouvriers doivent faire face à la fermeture de l'usine. Mais les tactiques utilisées sont encore plus valables dans le cas d'usines restant en activités.

A un meeting de soutien à U.C.S., à CHATHAM, les représentants des shop-stewards de l'U.C.S. (membres du P.C.) déclarèrent : « aucun sit-in n'a jamais réussi ». Nous pouvons leur dire que dans beaucoup de cas au contraire, cela a réussi. Les ouvriers de l'automobile, FLINT aux U.S.A., de RENAULT, de FIAT, peuvent nous apprendre beaucoup au sujet de ces tactiques.

Nous pensons avec Solidarity, que les ouvriers peuvent avoir une opinion, faire des propositions et des critiques, s'ils ne se reposent pas sur les chefs quels qu'ils soient qui manipulent les meetings et arrangent tout pour empêcher la base d'exister. Ceci signifie prendre les choses en mains en formant ses propres organisations de base et en se rassemblant aussi souvent que nécessaire quand on est engagé directement dans la lutte.

Nous disons que les ouvriers eux-mêmes doivent décider de l'objectif de leur lutte et que le contrôle et l'organisation de ces luttes doit rester solidement entre leurs mains. Les formes de cette auto-organisation de la classe ouvrière peuvent être très variables suivant les pays et les industries. Son contenu de base est toujours le même.

*Une action conséquente* pour des révolutionnaires est tout ce qui accroît la confiance, l'autonomie, l'initiative, la participation, la solidarité, les tendances égalitaires et d'action de masse, et tout ce qui contribue à leur démystification.

*Une action est stérile et nuisible* si elle conduit à renforcer la passivité des masses, leur apathie, leur division hiérarchique, leur aliénation, laisse les autres agir pour eux, et les manipuler quel qu'en soit le degré, même par ceux qui prétendent « agir pour eux ».

Partout, les travailleurs peuvent maintenant agir sans abandonner tout à des leaders qui, au nom de l'UNITE prennent des décisions par dessus leurs têtes. A quoi sert alors de pleurnicher à la fin du jour : « nous avons été vendus ».

(1) Celle des ouvriers bien sûr.

(2) Nouvelle loi qui régleme strictement la grève, mise au point par les socialistes (travailleurs), votée par les conservateurs, dans le but d'endiguer le mouvement des grèves sauvages.

## La brigade de la Colère

(Suite — voir ICO n° 110 . 111 - page 42)

Le fait marquant pendant le mois de novembre, après les deux explosions du week-end de la Toussaint et le luxe inouï de précautions qui a entouré le défilé de l'ouverture solennelle du Parlement par la Reine, a été le procès de Jake PRESCOTT et Jan PURDIE, inculpés d'avoir participé aux activités de la Brigade de la Colère (voir communiqué ci-dessous). A part cela, les éditeurs du mensuel OZ ont vu leurs peines rédui-

tes en appel et bénéficient du sursis (Richard NEVILLE n'est plus expulsé) ; mais la jurisprudence sur l'obscénité admet maintenant qu'un ensemble d'articles est condamnable si un seul l'est — le caractère général de la publication ne peut plus servir — littéralement — de cache-sexe. Enfin, le juge ARGYLE a révélé qu'il avait vécu le mois d'août (pendant la fin du procès) terré dans sa maison de campagne, les environs truffés